

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 4

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344684>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Si l'on devait décerner, l'un de ces prochains jours, le Prix Nobel du bellicisme, le colonel Kadhafi mériterait assurément la palme. animateur et instructeur avéré, avec quelques autres, d'un terrorisme international aux étiquettes diverses, mais toujours dirigé contre les mêmes victimes – pays de l'Occident, Israël –, le maître de Tripoli a ouvert l'année par une déclaration fracassante, menaçant le monde en général et l'Amérique en particulier d'une guerre sans fin si quelqu'un s'avisait de toucher à son pays ou aux tueurs palestiniens qu'il protège et manipule.

Sans doute pouvait-il fonder son défi sur la certitude que les Etats européens ne s'associeraient pas à des sanctions économiques dont l'expérience atteste d'ailleurs l'inefficacité, et auxquelles la logistique soviétique fait au besoin aisément contrepoids. Mais il fallait qu'il fût bien sûr de son affaire pour se lancer, en février, dans une nouvelle bagarre tchadienne qui ne lui a pas réussi. Les offensives locales de son satellite Goukouni Oueddei lui ont valu une réplique, ponctuelle mais cinglante, de l'aviation française sur sa grande base aérienne avancée de Ouadi Doum, et s'il a pu profiter de l'absence de batteries antiaériennes à N'Djamena pour esquisser une riposte finalement dérisoire, le fait est que, en mars, les troupes d'Hissène Habré,

couvertes sur leurs arrières par les Français, ont pu reprendre l'avantage au sol sans que les Libyens puissent les en empêcher.

Est-ce pour effacer cet échec, que la prudence de la France prive de tout caractère définitif, que Kadhafi a cru bon de s'attaquer, dans les eaux internationales de la Grande Syrte qu'il prétend siennes, à l'aéronavale américaine en manœuvres? Toujours est-il qu'il s'est fait piéger. Les Etats-Unis, permettons-nous cette expression, le cherchaient; à l'offensive impudente du terrorisme, il fallait une riposte indirecte. Kadhafi, parce qu'il est démesurément orgueilleux et fanatique, en a fourni l'occasion en faisant attaquer délibérément, et semble-t-il vainement, des avions américains en exercice. Ce qui a attiré une contre-attaque vigoureuse sur ses vedettes, et surtout sur les radars de ses bases de missiles sol-air SAM-5 livrés récemment et probablement desservis par les Soviétiques. Cela ne veut pas dire que l'URSS va s'engager dans le conflit. Il lui est facile de passer par profits et pertes ses «conseillers» militaires à l'étranger, comme elle le fit en 1967 quand ses hommes se firent trucher dans les positions d'artillerie syriennes du Golan qu'ils commandaient en fait. De plus, les extravagances du colonel libyen doivent déranger l'état-major moscovite pour lequel il importe

d'abord que la Libye n'expose pas inconsidérément le potentiel de guerre soviétique dont elle a la garde. Et il ne doit pas être particulièrement agréable à Moscou que Kadhafi livre à la représaille américaine des engins destinés, avec leur portée de 300 km, à couvrir un espace méditerranéen dans les circonstances que le Kremlin jugerait décisives, et dans elles seules.

Fort de l'approbation des autres suppôts du terrorisme – Syrie, Iran, Yémen du Sud, OLP –, le Libyen annonce qu'il frappera partout les intérêts américains. Ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est en revanche, c'est que, pour la première fois depuis août 1981, Washington a tapé sur la tête et non sur les doigts de ce terrorisme. Moment opportun: l'épisode tchadien n'est pas clos, l'Égypte, après la mutinerie de ses conscrits de gendarmerie, se méfie plus que jamais de sa voisine, la Syrie et l'Iran ont assez de soucis particuliers pour que l'on doute de leur capacité à engager actuellement une vraie bataille au profit de leur allié de Tripoli.

*
* *

Car rien n'est joué entre la Méditerranée et le golfe Persique. Au Liban, où l'occupant syrien et son parti se gardent bien de gêner les extrémistes preneurs d'otages occidentaux, la plupart des chrétiens se sont unis, dans un réflexe de survie, contre l'accord tripartite du 28 décembre dernier, par lequel Damas, sous couleur de mettre

fin à la guerre des milices, comptait bien mettre ces chrétiens à sa botte. La lutte intestine, contrôlée par l'étranger, n'est donc pas près de cesser. Quant à l'affrontement entre l'Irak et l'Iran, il a été relancé au début de février à l'initiative de l'armée khomeiniste, qui a fait preuve d'une imagination inhabituelle. Un franchissement et un débarquement bien menés ont permis aux Iraniens de s'installer en force sur la presqu'île de Fao, seul appontement direct de l'Irak sur le golfe. Les Irakiens ont réagi en engageant en contre-attaque leurs meilleures troupes et des forces aériennes supérieures, sans pouvoir reprendre la totalité du terrain perdu. On a pu croire un moment que les Iraniens, par une offensive à l'est d'Amara d'abord, puis au nord, sur Suleymaniah en direction de Kirkouk, allaient conduire, et peut-être réussir une manœuvre d'ampleur stratégique. Mais, soit que les moyens humains et surtout matériels aient été insuffisants, soit que la coordination d'opérations de types et de points d'application aussi divers ait dépassé les capacités du commandement, la triple offensive n'a pas atteint ses objectifs, ni même obligé les Irakiens à disperser leurs forces de riposte. De sorte que, fin mars, on en était revenu à l'équilibre antérieur, avec cette différence importante que les Iraniens tiennent toujours Fao, ce qui n'est pas suffisant pour faire tomber le régime de Saddam Hussein comme on l'espérait à Téhéran. Ni les Etats du golfe, ni les

pays arabes, ni les grandes puissances à plus forte raison n'ont vu dans ces événements militaires un motif impérieux de s'engager davantage ou de jeter un poids décisif dans la balance politique.

On est donc apparemment reparti pour un autre round d'usure dans l'une des deux grandes guerres d'Asie, l'autre étant celle d'Afghanistan dont les données, les conditions et les péripéties n'ont guère évolué depuis la fin de 1985. Pas de grosse offensive soviétique à cette heure, mais un durcissement général, d'une part de l'implacable cruauté de l'occupant contre les populations civiles, d'autre part d'une résistance nationale que sa pénurie de ressources ne prive ni de son courage ni de sa combativité. Les défections dans l'armée gouvernementale et les hautes complicités que la résistance trouve à Kaboul même indiquent en tout cas que Moscou peut compter moins que jamais sur le défaitisme et la résignation de ceux qu'il tente d'asservir.

*
* *

Avant de quitter les parages de l'océan Indien, il faut encore faire mention des troubles qui, au début de l'année, ont mis à feu et à sang Aden et ses environs. Non pas que les rivalités de clans communistes et celles de tribus traditionnellement antagonistes soient en elles-mêmes de grande conséquence sur le sort du monde. Mais l'incident a montré que, malgré la

rigueur et la vigilance dont ils font preuve partout où ils s'installent, les Soviétiques ne sont pas plus que d'autres à l'abri des mésaventures. Aden, le Yémen du Sud, l'île de Socotra, celle de Dahlak sur la mer Rouge offrent à l'URSS un ensemble imposant de bases pour le ravitaillement, le renseignement, les patrouilles maritimes et aériennes, l'ancrage des navires et des sous-marins, les communications. On peut donc penser que, l'agitation retombée, le Kremlin aura pris ses précautions afin que ce complexe de valeur stratégique soit désormais à l'abri des fantaisies de ses hommes de confiance locaux.

Moins imprévue que celle du Yémen du Sud, la crise philippine a mis parallèlement les Etats-Unis dans une inquiétude semblable à celle que les Russes ont dû ressentir. Washington, depuis longtemps, ne faisait plus confiance à Ferdinand Marcos. Sachant celui-ci condamné à terme, le gouvernement américain avait le souci primordial de préserver l'existence et la sécurité de ses deux grandes bases de Clark et de Subic Bay, essentielles à sa stratégie dans le Pacifique Ouest. Ce qui impliquait le contact avec les éléments les plus valables de l'armée des Philippines, et un ralliement prudent à une opposition politique qui avait manifestement l'appui du pays réel.

Cette manœuvre délicate a réussi. Et, à moins que M^{me} Aquino se laisse intimider par une insurrection communiste qui a perdu en Marcos son

meilleur atout, le sort des bases américaines ne sera pas remis de sitôt en question.

*
* *

Du point de vue où l'on se place dans cette chronique, la déconfiture du président Duvalier n'a évidemment pas l'importance de l'éviction de Marcos. On peut néanmoins penser que Washington aurait réagi moins calmement à la mini-révolution qui a expédié Bébé Doc à Talloires s'il y avait eu un risque que Haïti tombe sous un régime d'inspiration castriste. Car, entre Cuba et l'île voisine, il n'y a qu'un détroit large de 100 km, et la base américaine de Guantanamo se trouverait, sur Cuba, dans une position inconfortable si un pouvoir filleul de celui de La Havane s'installait à Port-au-Prince. La menace en est écartée, au moins pour l'instant. Et puis, sans rien rabattre de ses ambitions, Fidel Castro, depuis l'affaire de la Grenade, se tient à carreau. Et puis encore, l'attention de la Maison-Blanche, dans la région, reste fixée sur le Nicaragua. Le président Reagan, ayant publiquement tracé les limites au-delà desquelles l'armement et l'attitude de Managua justifieraient une intervention militaire américaine, a de la peine à convaincre ses compatriotes, et surtout son Congrès, de l'urgence d'assister une contre-révolution qui n'est pas toute pure dans ses origines et ses comportements. Mais le gouvernement marxiste du Nicaragua vient de

lui tendre assez sottement la perche – à moins qu'il s'agisse d'une provocation délibérée – en jetant deux bataillons en territoire hondurien à l'assaut d'un camp de «contras». C'est un genre d'opération qu'il ne faut lancer que du fort au faible, et dans lequel les Sud-Africains, par exemple, sont passés maîtres. L'initiative de Managua a pour effet immédiat de justifier une assistance accrue des Etats-Unis au Honduras, leur protégé; elle est aussi de nature à éclairer l'opinion américaine sur les intentions réelles du régime actuel du Nicaragua.

*
* *

Mais, comme aurait titré naguère dans cette revue le divisionnaire Marcel Montfort, «à l'OTAN, quoi de nouveau?». Notons d'abord que le renversement de la majorité politique en France ne change rien, fondamentalement, à la position de ce pays. Il y existe heureusement un consensus sur la politique de défense, sur la stratégie nucléaire, sur la collaboration militaire sans alignement avec l'alliance atlantique. Plus significative est l'adhésion, par voie de référendum, de l'Espagne à cette alliance. Elle est de grande importance sur le plan politique, dans la mesure où elle intègre le royaume de Juan Carlos dans la solidarité occidentale; elle est en fait de moindre conséquence stratégique. Quel serait en effet le rôle de l'Espagne dans l'hypothèse d'une agression contre l'Europe occidentale?

D'abord de couvrir (avec les Anglais de Gibraltar...) le passage entre l'Atlantique et la Méditerranée. Ensuite de préserver l'intégrité du territoire national, et de protéger les bases, les infrastructures et les formations de guerre aérienne opérant à partir de ce territoire. Ce qui veut dire que, toujours dans la perspective de la défense européenne, le maintien des trois bases aériennes et de la base navale dont disposent les Etats-Unis, ou leur reprise par des formations de l'OTAN d'égale capacité de combat et de soutien, importent plus que l'adhésion politique de l'Espagne à l'OTAN. La position géographique de l'Espagne donne une profondeur bienvenue au secteur Centre-Europe. Mais cela n'aura de sens que si la péninsule reste ou devient la base solide de moyens à long rayon d'action.

*
* *

Par l'Espagne, nous voici ramenés à cette Méditerranée d'où l'on est parti au début de ces lignes. Le cercle se referme sur l'un des points chauds où s'affrontent des stratégies désormais globales, et la valeur décisive des positions, acquises ou convoitées, sur terre et sur mer, se vérifie du même coup. Ce n'est pas à dire que, d'effet et d'utilisation heureusement moins immédiats, les armements et les dispositifs qui se distancent de la vague ou de

la colline, n'influencent pas massivement les rapports de force. Leur existence crée d'abord et entretient les conditions qui permettent aux conflits dits limités, localisés ou marginaux de se développer librement; elle met des bornes à l'implication des superpuissances dans ces conflits; elle dissuade enfin ces mêmes Grands de prendre le risque d'un affrontement direct et majeur, chacun ayant tout à redouter de la frappe ou de la contre-frappe de l'autre.

Tout cela peut expliquer que Washington et Moscou prennent leur temps, et que, cinq mois après la rencontre Reagan-Gorbatchev, la négociation nucléaire n'ait guère avancé. (Mais qu'est-ce que cinq mois, alors que les tractations sur le désarmement se traînent depuis bientôt soixante ans, avec le gros intermède d'une guerre mondiale?) On a donc à relever seulement le calendrier de démantèlement des armements nucléaires proposés par le chef du parti communiste de l'URSS. Il est intéressant dans la mesure où il indique aux négociateurs des étapes précises. Mais, quant au fond, il n'éclaire ni les modalités ni les conditions qui permettraient d'atteindre les objectifs successifs. Le débat sur la défense dans l'espace se greffant sur la compétition nucléaire que l'on peut déjà qualifier de traditionnelle, l'accord n'est donc pas pour demain. Et probablement pas pour ce siècle.

J.-J. C.